

LA FRANCE MALADE DE SES POLITICIENS

Rémy Prud'homme¹

23 mars 2014

Le rejet avéré, massif et galopant de la politique en France est d'abord un rejet des politiciens. Vous connaissez la plaisanterie : avant-hier, nos politiciens étaient des énarques ; hier, des collés à l'ENA ; aujourd'hui, des gens bien incapables de se présenter à l'ENA. Cette boutade réductrice met le doigt sur la déqualification rapide de notre personnel politique. Il n'y a pas si longtemps, la grande majorité de nos élus étaient des Français qui - après des études solides, des succès professionnels, l'estime de leurs pairs, et des revenus convenables - mettaient leurs convictions politiques au service de leurs concitoyens en se présentant à des élections. Les politiciens de ce type sont devenus une espèce en voie de disparition.

A leur place, des carriéristes de la politique, à droite comme à gauche. Ils commencent comme activistes et petits chefs dans les sections de « jeunes » ou d'étudiants des partis ; ils continuent en tant que militants rémunérés dans des associations politisées ; puis obtiennent des emplois fictifs de « conseillers » ou « communicants » dans les états-majors de collectivités territoriales ou d'institutions contrôlées par leur parti ; ils sont ensuite assistants parlementaires ; et finalement casés dans des élections locales, départementales, régionales, puis européennes et nationales.

Un tel système est une fabrique de médiocrité. A l'entrée, les postulants peuvent bien avoir de grandes qualités d'intelligence et de coeur. Mais ils vont passer quinze ou vingt ans sous cloche, biberonnés à l'argent du contribuable, coupés du monde des entreprises, ignorants des autres pays du globe, assommés par les « éléments de langage » de leur parti, protégés de toute information ou réflexion personnelle, promus sur leur maîtrise de la langue de bois, occupés à plein temps à « lutter » pour la victoire de leur clan en interne et de leur parti en externe. Assez vite, ces apparatchiks sans formation et sans expérience (en dehors de la politique) ne peuvent plus faire marche arrière, et n'ont d'autre choix que la docilité ou le chômage. A l'arrivée, les élus - il y a évidemment des exceptions, mais le système les rend rares, de plus en plus rares - sont brisés, sans courage et sans vision, tout juste bons à aboyer et à mordre, prêts à jouir du pouvoir mais incapables de l'exercer.

C'est donc bien un système qui est en cause. Comment le casser ? Trois pistes parmi d'autres peuvent être suggérées.

La première consiste à réduire l'argent public mis à la disposition des partis. On a longtemps pensé que des partis forts, dotés de services d'analyse et de proposition, favoriseraient le débat démocratique. D'où les 70 millions versés annuellement. Mais force est de constater que cet argent sert principalement à faire vivre des enfants de troupe politiciens, et qu'il conforte le système, pas la démocratie.

¹ Professeur des universités (émérite)

La seconde est de limiter le nombre des mandats électifs consécutifs. Il est toujours dangereux de contraindre le libre choix des électeurs (cumul des mandats, parité, etc.). D'un autre côté, si on veut que la politique soit un sacerdoce plutôt qu'une carrière, limiter à deux le nombre des mandats consécutifs est sans doute une bonne méthode : le signal envoyé est que la politique n'est pas un emploi à vie. Au temps de leur grandeur, Athènes et Venise utilisaient systématiquement le tirage au sort à cet effet.

La troisième piste est plus radicale : elle consiste à rémunérer les élus sur la base de ce qu'ils gagnaient (et déclaraient) avant leur élection. Un aide-soignant gagne dix fois moins qu'une professeure de médecine, qui gagne à peu près autant qu'un député. En se faisant élire député, notre professeure n'augmente pas ses revenus : sa motivation est altruiste. En se faisant élire député notre aide-soignant multiplie ses revenus par dix : sa motivation n'est peut-être pas uniquement altruiste. L'incitation à se faire élire est inversement proportionnelle au revenu, ce qui n'est pas désirable. En disant que le revenu politique est égal au revenu civil (multiplié par un coefficient plus grand que 1, qui pourrait être modulé) on corrige cette incitation perverse. Qu'on ne dise pas que la proposition viole le principe « à travail égal, salaire égal » : la fonction élective n'est pas un travail. On connaît d'ailleurs des exemples de ce qui est proposé ici. Pendant longtemps, les députés communistes recevaient le salaire d'un « P3 » (ouvrier professionnel de catégorie 3) : de l'avis général, ils faisaient leur travail aussi sérieusement que les autres députés. Aujourd'hui, les présidents des universités touchent leur salaire universitaire (qui varie de 1 à 3 selon le grade) augmenté d'une modeste indemnité de fonction : personne ne suggère que les maitres de conférences élus sont de moins bons présidents que les professeurs élus.

Bien entendu, des mesures de ce type ne seront jamais prises par les politiciens dont elles affecteraient le système. La nuit du 4 août, ça n'arrive qu'une fois.